

Genève, le 19 novembre 2009

L'avenir de la place financière suisse passe-t-il par la finance durable ?

L'association Sustainable Finance Geneva place la finance durable au cœur des scénarios décrivant la place financière suisse en 2020. Banquiers et acteurs concernés en ont discuté le 19 novembre à l'occasion d'un débat qui a soulevé la nécessité d'un changement par rapport aux pratiques actuelles en finance.

L'évolution de la place financière suisse alimente discussions et préoccupations de Genève à Zürich en passant par Lugano. D'ici 2020, continuera-t-elle de miser essentiellement sur ses atouts traditionnels tels que la discrétion et le secret bancaire ? Les investissements responsables vont-ils se généraliser ? Allons-nous carrément vers une rupture plaçant la finance au service d'une économie durable ?

Ces scénarios étaient au cœur d'un débat, tenu le 19 novembre à Genève, réunissant banquiers et acteurs de la place financière, à l'invitation de l'association Sustainable Finance Geneva (SFG). SFG a été fondée en 2008 par une quinzaine d'experts en finance durable (investissements socialement responsables, microfinance, philanthropie), et compte aujourd'hui près de 160 membres. L'association sensibilise les professionnels de la finance à ces thèmes et est convaincue que la Suisse doit et peut devenir un acteur majeur de la finance durable.

L'actualité récente stimule la réflexion sur le futur du paysage financier helvétique: récession mondiale de 2008 et ses pertes financières colossales ; endettement des pays industrialisés ; pression politique sur l'épargne transnationale, avec la Suisse en ligne de mire ; émergence du G20 dans la gouvernance mondiale ; développement de nouvelles mesures du bien-être des nations, et de la valeur des entreprises, intégrant les impacts sociaux et environnementaux ; surveillance accrue des hedge funds, consensus scientifique et politique sur les dangers liés au réchauffement climatique ; taxe CO2.

Comment la place financière suisse va-t-elle s'adapter à la nouvelle donne ? Les fondateurs de SFG ont imaginé trois stratégies possibles à l'horizon 2020 et ont invité les débattants à se situer personnellement et à évaluer les mesures avancées.

Scénario 1 : Statu quo – Valorisation des atouts classiques

Les pressions internationales sur l'évasion fiscale ont mis la place financière suisse à rude épreuve. Elle a perdu une part de sa compétitivité à l'échelle internationale mais conserve des atouts non négligeables grâce à son « know how » historique dans la gestion des avoirs. La place financière Suisse n'a pas jugé opportun d'investir dans la finance durable et a laissé d'autres places financières prendre le leadership dans le domaine.

Maintenir le statu quo est impossible : les intervenants s'accordent pour reconnaître l'impasse dans laquelle la place financière suisse s'achemine si rien n'est entrepris ces prochaines années. « La crise a du bon aussi en ce qu'elle nous force à remettre en question les certitudes et à penser des alternatives », estime Dominique Biedermann, directeur de la fondation Ethos. Ce dernier a souhaité mettre en exergue les limites de l'autorégulation, qui s'exprime, notamment par un déficit d'information, alors qu'en France, par exemple, les entreprises cotées en bourse sont contraintes de produire un rapport social sur leur activité. Pour sa part, Daniel Trèves, directeur de la Compagnie Benjamin de Rothschild

SA à Genève, a plaidé pour la fin du courttermisme : « une vision plus durable de la finance est dans l'intérêt des acteurs eux-mêmes ».

Autre interrogation, et même inquiétude soulevée par les intervenants si le statu quo l'emporte : la place de la Suisse et en particulier de Genève dans l'émergence de la finance durable. En effet, Paris, Londres et Amsterdam, notamment, se positionnent en leaders de l'investissement socialement responsable (ISR). « Il s'agit pour Genève de ne pas laisser passer l'opportunité de s'afficher en référence de la finance responsable », insiste Angela de Wolff, présidente de SFG.

Scénario 2 : Evolution - Responsabilisation de la finance et de l'investissement

Sous l'effet de la demande des consommateurs et des investisseurs, les investissements socialement responsables (ISR) se généralisent: les exigences en matière de transparence et de traçabilité se renforcent, progressivement les produits d'investissement sont étiquetés en termes rendement/risque financier et d'impact ESG (environnement, social, gouvernance) ; la majorité des avoirs sous gestion sont ISR ; le devoir fiduciaire des investisseurs institutionnels implique désormais la prise en compte de critères ESG. La Suisse joue un rôle moteur dans cette évolution.

De leur côté, les entreprises suivent massivement le standard ISO 26000 (responsabilité sociale). Les sociétés cotées en bourse ont l'obligation de publier un rapport de durabilité.

Les fonds de placement ISR sont exemptés du droit de timbre et bénéficient d'incitations fiscales, alors que les fonds traditionnels sont pénalisés fiscalement.

Le développement durable, les investissements socialement responsables et l'analyse ESG font partie intégrante du programme des étudiants en finance. Les universités et écoles polytechniques ont développé des centres d'excellence dans la recherche sur la finance durable.

La banalisation progressive des investissements ISR apparaît comme souhaitable à tous les intervenants. L'évolution doit toutefois s'opérer dans la continuité des valeurs qui ont fait le succès de la place financière suisse : « tradition, innovation, discrétion », évoque Pierre-André Leuenberger, responsable de la clientèle institutionnelle du Credit Suisse à Genève. « La durabilité de la finance est une notion essentielle, mais elle n'est pas nouvelle, bien que certains l'aient oublié au profit d'une course au gigantisme. Il est temps d'y revenir, dans une conception positive de l'économie, c'est-à-dire qui apporte à la fois des gains économiques et des impacts bénéfiques sur l'environnement et la société », souligne pour sa part Daniel Trèves.

Planet, people, profit : voilà les trois pôles qui doivent former un équilibre durable mais encore absent, a rappelé David Hiler, Conseiller d'Etat et Chef du Département des Finances du canton de Genève. « La transition vers une finance durable a déjà commencé et doit maintenant s'accélérer », déclare-t-il. Si ce scénario paraît le plus faisable et le plus souhaitable, David Hiler met néanmoins en garde contre une tentation de perfectionnisme qui pourrait être contre-productive. En particulier, l'élus estime que la finance ISR ne peut pas aller plus vite que l'économie réelle et qu'une action publique incitative portera aussi bien sur l'économie réelle que sur la finance.

Pour sa part, Dominique Biedermann avance quelques mesures précises afin de faire évoluer les « bonnes pratiques ». Outre l'exonération du droit de timbres des fonds durables, il plaide pour l'introduction d'un dividende additionnel en faveur des actionnaires qui exercent leurs droits en assemblée générale et pour la création d'une académie genevoise de la finance durable. « Ces mesures sont réalisables dans les dix ans avec un peu de bonne volonté », soutient le directeur de la fondation Ethos. Ce dernier rappelle en outre que les investisseurs institutionnels suisses ont un poids important en comparaison européenne et sont ainsi en mesure d'exiger des informations extra-financières.

Scénario 3 : Rupture – La finance au service d’une économie durable

Certains dessinent les contours d’un changement radical de la finance au cours des prochaines années. En 2020, les transactions spéculatives à court terme sont surtaxées, alors que des incitations sont offertes aux investisseurs à long terme ; la cotation en continu n’est plus qu’un souvenir ; la valeur des entreprises est déterminée par la prise en compte des impacts économiques, sociaux et environnementaux ; les théoriciens de cette nouvelle valorisation des sociétés reçoivent le Prix Nobel d’économie ; les espérances de rendement sont en phase avec la croissance réelle de l’économie.

« Une évolution plutôt qu’une révolution », c’est en ces termes que Pierre-André Leuenberger imagine l’avenir, en accord avec les autres débattants. « Il serait difficile d’imposer un nouveau modèle du jour au lendemain. Une prise de conscience progressive est plus à même de faire passer l’ISR dans le mainstream de la finance », ajoute Dominique Biedermann.

Un consensus se dessine ainsi en faveur du scénario 2 : si les acteurs rejettent la faisabilité d’une rupture radicale, ils estiment néanmoins qu’un changement de cap est indispensable. En particulier, deux éléments font l’unanimité. D’une part, l’exigence de transparence sur les rendements des fonds durables et sur les impacts ESG de la finance en général doit être ancrée dans la pratique. D’autre part, il apparaît nécessaire de développer rapidement un système fiable de labellisation et de notation des fonds ISR qui offrirait plus de garantie et de clarté aux investisseurs.

Aujourd’hui, des signaux forts reflètent l’émergence de la finance durable et donnent de la crédibilité aux scénarios tablant sur le changement:

En Europe l’Investissement Socialement Responsable représente 4 trillions de francs, soit 17.5% de l’ensemble de la gestion de fortune (Eurosif, European SRI Study 2008).

Les 588 organisations signataires des Principes pour l’investissement responsable des Nations Unies représentent une masse sous gestion de 18 trillions.

Les fonds souverains, comme le fonds pétrolier norvégien, renforcent leur présence dans les ISR.

Les fonds de pension prévoient de maintenir ou d’augmenter leurs investissements dans la microfinance (World Microfinance Forum Geneva, 2009).

La nouvelle génération de philanthropes se focalise sur les causes globales, a conscience de l’endettement des Etats et ne réduit pas ses engagements malgré la crise (Tomorrow’s Philanthropist, Barclays, 2009).

Alors, statu quo, évolution, ou rupture ? Le changement paraît inéluctable à tous les acteurs concernés. En se basant sur le savoir-faire de la place financière suisse, en alliant performance et éthique, la finance responsable peut réellement s’inscrire au service de l’économie et de la société.